

La session qui ne fédère pas les élus valaisans

PARLEMENT FÉDÉRAL Les Valaisans siégeront en mai lors d'une session dédiée au Covid-19. Si Benjamin Roduit et Sidney Kamerzin disent leur scepticisme, les autres semblent convaincus par ce retour aux affaires.

PAR **DIMITRI.MATHEY@LENOUVELLISTE.CH**

COVID-19

Les parlementaires fédéraux, muets ces dernières semaines, pourront de nouveau se faire entendre. Au cœur des vastes infrastructures de la Bernexpo – distances sociales obligent – les élus des deux chambres devront notamment valider le plan d'aide de quelque 40 milliards de francs débloqué par le Conseil fédéral. «Rien que ce montant justifie le débat», relève Philippe Nantermod (PLR). La mobilisation de l'armée sera également à l'ordre du jour et les élus examineront encore les propositions des quatre commissions dont les secteurs sont les plus touchés par la pandémie.

Pour les élus PDC Benjamin Roduit et Sidney Kamerzin, cette session – qui devrait coûter environ 1,5 million de francs – est superflue. «Je reste sceptique», souligne le premier. «Nous sommes toujours en période de crise, il y a un pilote dans l'avion et c'est le Conseil fédéral. Pourquoi faire débattre les parlementaires dans le vide?» Le Saillonain, membre du bureau du Conseil national, redoute «les grandes envolées politiques et médiatiques» et dit s'attendre à des «discours inutiles». A l'entendre, chaque force politique capitalisera sur l'état d'urgence dans l'espoir de

faire avancer ses combats de prédilection. «La gauche veut réformer le système d'assurance sociale, les Verts veulent préserver cette décroissance, l'UDC veut fermer les frontières et profiler Magdalena Martullo-Blocher au Conseil fédéral (ndlr: elle avait fait parler d'elle lors de la session de printemps en refusant d'ôter son masque), le PLR prône davantage de libéralisation du marché et le PDC veut renforcer le tissu familial.» En clair, selon l'écu, chacun prêchera pour sa paroisse et «toutes les propositions risqueront d'être balayées». Une situation qui va «déboucher sur des crispations qui auraient pu être évitées». Christophe Clivaz (Les Verts) reconnaît que les enjeux seront disputés de manière partisane. Mais la lutte est «légitime», dit-il. «La pandémie remet en cause le fonctionnement de notre économie et nous interpelle sur la manière d'atteindre nos objectifs environnementaux.»

Des inquiétudes sanitaires

Sidney Kamerzin, lui, s'interroge sur la tenue d'une session trois semaines avant celle prévue à l'agenda 2020. «Il n'y a pas d'urgence ni de nécessité de traiter ces questions avant juin, d'autant que les crédits ont d'ores et déjà été débloqués. Ce 1,5 million de francs aurait pu, par exemple, être utilisé pour soutenir le tourisme.» De plus, selon le Sierrois, les risques sani-



“Il y a un pilote dans l'avion et c'est le Conseil fédéral. Pourquoi faire débattre les parlementaires dans le vide?”

BENJAMIN RODUIT
CONSEILLER NATIONAL PDC

Pour Sidney Kamerzin et Benjamin Roduit, les parlementaires auraient pu attendre la session ordinaire de juin avant de siéger. LE NOUVELLISTE

taires ne sont pas écartés. «En soi, l'interdiction de rassemblement n'est pas respectée. Même si la distance sociale est assurée, 300 personnes vont passer cinq jours de suite dans un même espace.» Sauf, peut-être, les parlementaires à ris-

que. «Ils ne pourront pas siéger, ça me paraît être un problème démocratique.»

Le reste du collègue convaincu

Au-delà des considérations politiques, Sidney Kamerzin

soulève encore l'aspect extra-parlementaire: «Rien n'est mis en place par rapport aux trajets, aux nuitées et à la restauration. Ce sera un sérieux problème pour certains élus, à commencer par les Tessinois.»

Les six autres conseillers nationaux et les deux conseillers aux Etats sont, quant à eux, favorables à la tenue de cette session extraordinaire. Tous s'accordent à dire que l'équilibre démocratique doit être retrouvé.

Pour Mathias Reynard (PS), qui plaidera notamment pour une aide de 100 millions de francs pour les structures d'accueil de l'enfance, il y a urgence. «Nous avons besoin de réponses rapidement. Pour beaucoup, la situation est encore très difficile», lance le président de la commission de la science, de l'éducation et de la culture.

Jean-Luc Addor (UDC), lui, insiste sur les montants engagés. «Jusqu'ici, nous avons été gouvernés à coups d'ordonnances et de milliards. Même si tous les partis ont admis la légitimité des mesures prises par le Conseil fédéral, le moment est venu pour le Parlement de reprendre la main», relève-t-il. «Le Conseil fédéral a fait relativement du bon travail, mais tout n'est pas parfait et certaines corrections doivent être apportées», analyse Philippe Nantermod. Il pense notamment à l'autorisation d'ouverture limitée aux grandes surfaces qui «exclut les petits magasins non alimentaires». En revanche, prévient l'écu, «ce ne sera pas possible de refaire le monde ou de mener des grandes révolutions». Concrètement, «une journée pourrait suffire», estime-t-il.



“Nous avons besoin de réponses rapidement. Pour beaucoup, la situation est encore très difficile.”

MATHIAS REYNARD
CONSEILLER NATIONAL PS

PUBLICITÉ

TELLEMENT BON
QU'ON INVENTE
DES FÊTES.

2.70
200 g 3-20

Chips Pringles
original ou
cream & onion

6 x 75 cl

45.-
54.-

Fendant
Cave St-Georges
VS, AOC, 2018

2 kg

5.95
7.-

Pommes Jazz I
de Suisse

13.50
kg 18.50

Raclette du Valais 1/2
Dixence AOP, env. 2.5 kg

26.80
kg 32.-

Entrecôte de bœuf fraîche
faux-filet Resto, env. 1.2 kg
de Suisse/Allemagne/Autriche

2000 actions chaque semaine.

Offre valable jusqu'au samedi 25 avril 2020

ALIGRO

Sion, Matran, Chavannes-Renens, Genève, Schlieren